

Faits saillants de la COP 15 de la CNULCD : Jeudi 12 mai 2022

Les délégués se sont attelés aux tâches essentielles à accomplir alors que la 15e session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (COP 15 de la CNULCD) a repris avec l'ouverture de la 20e session du Comité d'examen de l'application de la Convention (CEAC). Les délégués ont entendu les allocutions d'ouverture du CEAC et ont ensuite examiné la mise en œuvre effective de la Convention aux niveaux national, sous-régional et régional, concluant par l'amélioration des procédures de communication des données ainsi que la qualité et le format des rapports à soumettre à la COP. Le Comité de la science et de la technologie (CST) a poursuivi sa réunion en parallèle. Le CST a avancé rapidement dans son ordre du jour, poursuivant d'abord son examen du programme de travail de l'Interface science-politique (ISP) pour l'exercice biennal 2020-2021, se concentrant sur : la coordination des activités de l'ISP avec d'autres organes scientifiques intergouvernementaux ; les voies et moyens d'interfacer la science et la politique et de partager les connaissances ; et dans l'après-midi, les modalités d'établissement des rapports sur le Cadre stratégique 2018-2030 de la CNULCD. Les délégués se sont réunis à nouveau en session de dialogue ouvert sur le thème «Les terres que nous utilisons, les terres que nous protégeons, les terres que nous possédons - Opportunités et solutions pour l'équité et l'égalité». Des réunions parallèles ont eu lieu tout au long de la journée, et un groupe de contact conjoint CEAC/CST s'est tenu dans la soirée, en plus d'un groupe de contact du CST et d'un groupe de contact sur le programme et budget.

Comité d'examen de l'application de la Convention

Ouverture de la session : Le président du CEAC, Andrew Bishop, Guyana, a souligné la nécessité de promouvoir et d'exécuter des solutions durables, en particulier des initiatives audacieuses pour faire correspondre les activités financières sur le terrain. Le Secrétaire exécutif de la CNULCD, Ibrahim Thiaw, a encouragé les participants à veiller à ce que toutes les activités et aspirations soient imprégnées de l'objectif d'améliorer la vie de tous. Il a félicité les 129 pays qui se sont engagés à fixer des objectifs de neutralité en matière de dégradation des terres (NDT), et s'est réjoui de partager les connaissances sur le renforcement des capacités pour faire avancer la mise en œuvre.

L'Angola, au nom du GROUPE AFRICAÏN, saluant l'Appel d'Abidjan, a souligné la nécessité : d'augmenter les financements pour intensifier les activités de mise en œuvre liées à la désertification des terres, à la dégradation des terres et à la

sécheresse (DDTS); et d'explorer l'établissement d'un instrument formel juridiquement contraignant sur la sécheresse.

La France, au nom de l'UE, a salué les nouveaux outils permettant et mesurant l'efficacité des programmes de restauration des terres et de prévention de la dégradation des terres, appelant au développement des capacités nationales pour améliorer la mise en œuvre et la redevabilité sur la base de données fiables et du partage des connaissances.

Le Pakistan, au nom du GROUPE ASIE-PACIFIQUE, a appelé toutes les parties à mobiliser des ressources financières substantielles et le Mécanisme mondial (MM) à soutenir l'accélération du développement de projets par le partage des connaissances au niveau sous-régional, identifiant le besoin d'un soutien personnalisé, de conseils et d'un renforcement des capacités.

Le Belize, au nom du GROUPE D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (GRULAC), a souligné la nécessité d'intensifier les efforts pour renforcer les capacités de mise en œuvre des objectifs volontaires de la NDT, et a soutenu la promotion de la sensibilisation à la gouvernance foncière responsable au sein des communautés vulnérables, telles que les peuples autochtones et les jeunes.

La Turquie, au nom de la MÉDITERRANÉE DU NORD, a appelé à la cohérence entre les plans et politiques nationaux, l'ODD 15 et la cible connexe 15.3, et les autres conventions de Rio et l'Agenda 2030, saluant les travaux visant à garantir des investissements supplémentaires.

La Géorgie, au nom de l'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE (ECO), a appelé à un financement supplémentaire, à de nouveaux partenaires de financement, à la mobilisation des ressources et au partage des connaissances pour améliorer la mise en œuvre de la CNULCD.

L'Arabie saoudite, au nom du GROUPE ARABE, attend avec intérêt de s'engager sur : le renforcement des capacités ciblées pour promouvoir la mise en œuvre ; et l'amélioration des références à la fourniture d'images satellite à haute résolution pour améliorer la collecte et la communication des données.

Les OSC ont appelé à la considération d'approches agro-écologiques et de pratiques régénératives pour améliorer la santé des sols, et ont encouragé une participation inclusive et efficace des parties prenantes.

Questions d'organisation : Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux : Le Secrétariat a présenté le document pertinent (ICCD/CRIC(20)/1) et le CEAC a adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux, y compris le calendrier provisoire des travaux, tel que révisé oralement par le Bureau.

Élection des membres autres que le président du Comité d'examen de la mise en œuvre de la Convention : Bishop a annoncé que le vice-président Hussein Nasrallah (Liban) ne pourrait participer qu'à la deuxième semaine, de sorte que le Bureau du CEAC a décidé que Saliha Fortas (Algérie) agir en tant que rapporteur de cette réunion.

Mise en œuvre effective de la Convention aux niveaux national, sous-régional et régional : Examen du rapport du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention sur sa dix-neuvième session : Le Secrétariat a présenté les documents pertinents (ICCD/CRIC(19)/6 et ICCD/CRIC(20)/10).

Plan de travail pluriannuel pour les institutions et organes subsidiaires de la Convention : Le Secrétariat a présenté les documents pertinents interdépendants (ICCD/COP(15)/6, ICCD/CRIC(20)/2, ICCD/CRIC(20)/3 et ICCD/COP(15)/21).

Accomplissements des institutions et organes subsidiaires de la Convention : Le Secrétariat a présenté les documents pertinents (ICCD/COP(15)/CST/7-ICCD/CRIC(20)/8, ICCD/CRIC(20)/9, ICCD/CRIC(20)/INF.1 et ICCD/CRIC(20)/10). L'UE a affirmé qu'il n'est pas possible de mettre en œuvre efficacement des décisions sans la paix et la sécurité, soutenant les travaux visant, entre autres, à : intégrer les objectifs de la NDT et d'autres cibles liées au renforcement des capacités et au partage des données ; améliorer la transparence et l'utilisation du Fonds LDN ; et soutenir le Plan d'action pour l'égalité des sexes (GAP). Concernant le renforcement des activités de renforcement des capacités, plusieurs parties ont souligné la nécessité d'un soutien supplémentaire pour maintenir des flux de données crédibles.

Le MEXIQUE a appelé à la tenu d'ateliers locaux et régionaux de renforcement des capacités et le VENEZUELA a suggéré d'en augmenter la fréquence. L'Arabie saoudite, au nom du GROUPE ARABE, a précisé la nécessité d'un soutien pour la collecte des données nécessaires dans les régions de terres arides et le BRÉSIL a souligné que les rapports nationaux devraient tenir compte des circonstances nationales. La CHINE a soulevé la question de la souveraineté des données, soutenant le suivi des données sur une base nationale, exhortant toutes les parties à soumettre leurs rapports dans les délais.

Un groupe de contact sur les questions du CEAC a été créé, avec Julius Smith (Trinité-et-Tobago) comme facilitateur.

Améliorer les procédures de communication des informations ainsi que la qualité et les formats des rapports à soumettre à la Conférence des Parties : Cet article a été transmis à un groupe de contact conjoint CEAC/CST, également facilité par Smith.

Comité de la science et de la technologie (CST)

Éléments résultant du programme de travail de l'interface science-politique pour l'exercice biennal 2020-2021 : activités de coordination de l'interface science-politique avec d'autres groupes et organes scientifiques intergouvernementaux : Le président du CST, Bongani Masuku, a ouvert la session et invité le Secrétariat à présenter les documents (ICCD/COP(15)/CST/4 et ICCD/COP(15)/CST/8).

Les membres de l'ISP, Ravindranath Nijavalli (Inde) et Graham von Maltitz (Afrique du Sud), ont présenté des conclusions clés fondées principalement sur le rapport spécial 2019 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur le changement climatique et les terres, qui contient des chapitres consacrés à la désertification, à la dégradation des terres et à la sécurité alimentaire. Ils ont souligné que la conclusion la plus centrale était que la terre et le climat sont liés de multiples façons.

D'autres messages clés comprenaient : le changement climatique conduit à l'intensification de la dégradation des terres ; la plupart des mesures de gestion des terres ont des co-bénéfices ; les options d'atténuation du côté de la demande et de l'offre, telles que la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires, ou le changement de régime alimentaire, offrent des co-avantages sans nécessiter de terres ; les options d'atténuation basées sur les terres à très grande échelle peuvent avoir des compromis en raison de la concurrence accrue pour les terres et de la dégradation, mais les pratiques de GDT peuvent aider à les résoudre ; La neutralité en matière de dégradation des terres (NDT) présente de nombreux co-bénéfices en termes de bien-être humain et de sécurité alimentaire, mais aussi d'atténuation et d'adaptation ; et retarder l'atténuation rendra l'adaptation dans le secteur foncier de plus en plus difficile.

Plusieurs parties ont discuté des plans et activités nationaux, de la nécessité d'un renforcement des capacités et d'un soutien financier, de l'importance de se concentrer sur la sécheresse, la désertification et les tempêtes de sable et de poussière (TSP), d'une plus grande attention à l'attribution aux moteurs ainsi qu'aux lacunes dans les connaissances. Les États-Unis ont salué la clarification des rôles des facteurs liés au climat et directement induits par l'homme dans la dégradation des terres dans le rapport. Appuyé par la SUISSE, il a appelé à une réduction du texte du projet de décision, car il est trop complexe et difficile à interpréter. La CHINE a demandé l'inclusion des zones humides, et s'est interrogée sur les conclusions concernant les effets secondaires néfastes des mesures d'élimination du dioxyde de carbone. Le MAROC et l'UE ont demandé des informations sur les scénarios relatifs aux régions et à la restauration des terres dans différents futurs climatiques. Les OSC sont invitées à : surmonter les silos académiques et institutionnels ; rendre les connaissances accessibles à ceux qui sont sur le terrain ; et inclure les pratiques agro-écologiques et régénératives dans le prochain programme de travail de SPI.

Interfaçage entre science et politique, et partage des connaissances : l'interface science-politique, la diffusion et l'accessibilité des meilleures pratiques, et le centre de connaissances de la CNULCD : Le Secrétariat a présenté les documents ICCD/COP(15)/CST/5 et CST/8, rappelant que le Knowledge Hub avait été intégré au site Web de la CNULD au début de 2022.

La SUISSE a demandé que l'outil en ligne soit davantage développé et amélioré, et que la prochaine CdP soit informée de l'utilisation et de l'efficacité de cet outil, en particulier en ce qui concerne la sécheresse et les TSP.

Les ÉTATS-UNIS ont offert un soutien technique pour renforcer le centre de connaissances et le NIGER a encouragé la diffusion des expériences et des meilleures pratiques des pays du monde entier.

Le SOUDAN DU SUD a demandé une assistance pour lutter contre la désertification et les sécheresses et le NIGER a souhaité avoir des détails sur l'efficacité des stratégies de mise en œuvre de la restauration des terres pour s'assurer que seuls les outils efficaces sont mis en œuvre.

Concernant la coopération au niveau international, la CHINE a noté la valeur de la coopération Sud-Sud où ils partagent les meilleures pratiques, et a demandé la suppression d'une phrase sur les «pays en mesure de le faire» car elle confond les responsabilités des pays en développement et développés, ce qui a un impact négatif impactant la mise en œuvre.

Le JAPON a mis en garde contre la duplication des efforts entre le Centre de connaissances et l'Aperçu mondial des approches

et technologies de conservation (AMATC) et a suggéré de rechercher plutôt la complémentarité.

Concernant le terme « Solutions fondées sur la nature (SFN) », le BRESIL a souligné que les SFN font l'objet d'un débat en cours et que la CdP devrait d'abord tester sa validité et l'accepter mutuellement. ESWATINI a cité une résolution prise lors de la récente cinquième Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (UNEA-5) dans laquelle le terme est considéré comme approprié pour faire avancer le développement durable.

Programme de travail de l'interface science-politique pour l'exercice biennal 2022-2023 : Le Secrétariat a présenté les documents (ICCD/COP(15)/CST/6, ICCD/COP(15)/CST/8). Les ÉTATS-UNIS ont mis en garde contre la charge de travail impliquée dans le programme de travail et ont mentionné qu'il pourrait y avoir des demandes supplémentaires du MM qui devraient être discutées par la CdP.

La SUISSE, appelant à une plus grande consultation avant la publication, a suggéré que le programme de travail devrait être moins générique, en particulier concernant les politiques faibles, et a exprimé l'espoir que la qualité des rapports s'améliorera au cours du prochain exercice biennal.

L'UE a soutenu l'accent mis sur la GDT et l'expansion des terres arides, tout en demandant des précisions sur l'opérationnalisation. La CHINE a pris note de la formulation des objectifs et a demandé que l'opinion des parties soit prise en compte dans le programme de travail. La MONGOLIE a appelé à une synergie entre les différentes plates-formes de connaissances environnementales. Le NIGER a déclaré que le rôle des conflits armés dans la conduite de la dégradation des terres et l'arrêt des efforts de restauration doit être pris en compte.

Le MAROC a demandé que les tempêtes de sable soient incluses dans le deuxième objectif et a appelé à une focalisation plus large sur le financement de la NDT. L'EGYPTE a souligné l'impact de la construction de barrages sur les pays voisins et le GABON a souligné que les pays forestiers souffrent également de la sécheresse et que cela devrait être pris en compte par la Convention.

Interfaçage entre science et politique, et partage des connaissances : informations sur les modalités d'établissement de rapports sur le cadre stratégique 2018-2030 de la CNULD : le Secrétariat a présenté le document pertinent (ICCD/COP(15)/CST/7-ICCD/CRIC(20)/8, ICCD/CRIC(20)/10).

Répondant aux États-Unis, le Secrétariat a précisé qu'il n'y aura pas de présentation technique. Les ÉTATS-UNIS ont fait part d'une préoccupation générale concernant l'ajout de nouvelles exigences en matière de rapports, réservant des commentaires plus détaillés au groupe de contact conjoint.

Questions de procédure: Programme de travail de la seizième session du Comité de la science et de la technologie : Le président a renvoyé ce point de l'ordre du jour au prochain groupe de contact du CST auquel les États-Unis ont annoncé qu'ils proposeraient un nouveau paragraphe pour la décision.

Inclusion des activités des organisations de la société civile dans le programme de travail officiel de la COP : Sessions de dialogue ouvert : Terres que nous utilisons, terres que nous protégeons, terres que nous possédons - Opportunités et solutions pour l'équité et l'égalité : Sabina Gasimova, Dialogue international pour l'action environnementale, a modéré.

Les participants ont rendu un hommage posthume à Khadija Catherine Razavi, Bhawani Shanker Kusum et Marc Bied-Charreton, suivi d'une minute de silence.

Thiaw a exprimé sa gratitude pour les précieuses contributions des OSC au processus de la CNULCD. Il a dit qu'ils sont entendus, comme le démontre la décision sur le régime foncier de la COP-14.

Ismaël Allahi Bizo, Association des jeunes pour l'environnement et l'éducation civique, pour les OSC africaines, a appelé à des efforts de collaboration pour relever les défis urgents de la dégradation des sols, faisant référence aux signes avant-coureurs d'espoir en Afrique qui apportent des solutions à plus grande échelle.

Hemantha Withanage, Centre pour la justice environnementale, représentant les OSC asiatiques, a parlé de la mise en place de politiques mondiales aux niveaux national et régional, et de solutions telles que la gestion collaborative des terres pour garantir les droits de la nature et des générations futures.

Ruth Spencer, Zero Waste, Antigua and Barbuda, représentant les OSC d'Amérique latine et des Caraïbes, a précisé que des solutions existent, plaidant pour un plus grand engagement et l'autonomisation des communautés locales afin de soutenir les actions nécessaires pour renforcer la résilience.

Beth Roberts, Landesa, pour les OSC d'Europe de l'Ouest et autres, reconnaissant le régime foncier comme un élément fondamental pour permettre la NDT, a souligné les étapes de sensibilisation : élaboration d'un plan d'action ; identifier les partenaires et les publics clés ; adopter des messages clés ; et évaluer les réussites, apprendre et s'adapter.

Oscar Soria, Avaaz, représentant des ONG internationales, a appelé à inclure les peuples autochtones et les communautés locales dans les dialogues politiques et à leur fournir un financement direct en tant que travailleurs de première ligne dans la lutte contre la dette écologique et l'amélioration de la santé planétaire.

Les interventions ont englobé la gratitude pour ce forum unique et le travail des OSC.

Dans les couloirs

Après qu'un véritable orage ait frappé la ville, mercredi soir, les délégués se sont réveillés dans une journée plus fraîche, bien que brumeuse, jeudi, reflétant l'ambiance du lieu où ils se sont rendus pour parcourir un ordre du jour devenu turbulent par des questions de fond et politiques complexes.

Les délégués d'Afrique sont arrivés avec une demande claire : un instrument juridiquement contraignant sur la sécheresse. Malgré le feu d'artifice des trois premiers jours, la résolution de ce problème est restée floue, poussant un expert de plus en plus frustré à s'exclamer : « Nous leur avons fait tant de recommandations, mais personne n'écoute ! »

Des sentiments enflammés similaires ont été entendus hier au pavillon des conventions de Rio, où quelqu'un a fait remarquer : « Vous travaillez là-dessus depuis 30 ans, pourquoi les gens ont-ils encore faim ? »

Peut-être que la Journée de l'Alimentation d'aujourd'hui signale une doublure argentée ? Le pavillon des Conventions de Rio a accueilli une file impressionnante de dignitaires et d'événements soulignant le message clair de la deuxième Perspectives foncières mondiales selon lequel une transformation du système alimentaire est nécessaire de toute urgence pour faire face à la crise alimentaire-biodiversité-terre-climat. Sans terre, il n'y aura pas de nourriture. Le dialogue ouvert avec les OSC, où les représentants ont transmis les « échos de millions de femmes, de jeunes et d'agriculteurs », a clairement indiqué que ces derniers sont les véritables agents du changement, offrant des solutions à grande échelle.